

implantés se servent du processus de paix pour freiner ou, en fait, arrêter, l'incitation au changement. Les forces rebelles sont parfois amplement accoutumées aux longs combats à n'en plus finir, d'une intensité relativement faible, et il se peut bien que ni le gouvernement, ni les forces rebelles ne s'intéressent fort à voir se conclure des accords de paix qui exigent d'importants compromis de leur part. En ce qui concerne les forces armées, il ne fait aucun doute que les compressions dans les effectifs, le matériel et les moyens, qui seront, dans la plupart des cas, essentielles à la mise en place d'un régime de contrôle des armements, se heurteront à une forte opposition, ou du moins à de l'obstructionnisme. Ces forces armées sont, bien entendu, des éléments extrêmement puissants de tous les gouvernements de la région, à l'exception du Costa Rica, et ce sont elles qui, plus souvent qu'autrement, tirent véritablement les ficelles. Tout régime de vérification doit constamment tenir compte de cet état de choses, vu surtout la tendance qu'ont les extrémistes de droite des forces de plusieurs de ces pays de se faire eux-mêmes justice lorsqu'il y va de leurs intérêts collectifs.

Il faut donc tenir compte de nombreuses variables en tentant de définir les aspects de la vérification d'un régime de contrôle des armements pour la région centraméricaine. Néanmoins, l'absence de toute discussion approfondie préalable des facteurs en jeu combinée à la valeur possible d'un tel processus de vérification pour un régime de contrôle des armements justifie cet exercice.